

Poutine au Caire : après la Syrie, la Russie compte bien peser en Égypte



De visite en Egypte lundi 11 décembre, Vladimir Poutine a profité de sa rencontre avec Abdel Fattah Al-Sissi pour discuter de la situation régionale, lutte contre le terrorisme et en a même profité pour signer un accord pour la construction d'une centrale nucléaire sur place.

Avec Alain
Rodier

Atlantico : Après avoir effectué une visite surprise en Syrie, ordonnant le début du retrait militaire Vladimir Poutine a effectué une visite en Égypte, pays confronté à une menace djihadiste entre le Sinaï et la Libye. Dans quelle mesure la Russie pourrait elle avoir intérêt à préparer "la poursuite" de son combat contre l'EI en Libye, notamment au travers de ses bonnes relations avec le général Haftar ? En quoi sa bonne relation avec l'Égypte peut elle être un tremplin en ce sens ?

Alain Rodier : Comme à son habitude, le président Vladimir Poutine exploite toutes les opportunités qui lui sont offertes pour lancer des initiatives destinées à promouvoir les intérêts de la Russie. Pour cela, il a une vision à long terme, ce qui assez rare chez les dirigeants politiques actuels qui ne raisonnent qu'en fonction des prochaines élections qui remettent en jeu leurs mandats. Il pense que **la Russie a un rôle à jouer au Proche-Orient mais aussi dans tout l'ensemble du bassin méditerranéen.** Il ne s'agit pas uniquement pour lui d'un « combat de l'avant » destiné à éviter que le terrorisme d'origine islamique radicale ne se propage au Caucase, mais aussi de préparer des échanges commerciaux futurs indispensables à la bonne marche de l'économie russe dans les années à venir.

Sur le plan stratégique, il est en train de réaliser le vieux rêve de la Russie impériale puis de l'URSS **l'accès permanent aux mers chaudes.** Pour ce faire, il a profité du désarroi qui a suivi la déclaration du président Donald Trump reconnaissant Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël pour effectuer une tournée éclair en Syrie, en Égypte puis en Turquie afin d'y tenir des "réunions de travail". A noter qu'il n'hésite pas à "mouiller la chemise" en se déplaçant personnellement pour dialoguer directement avec ses homologues, même s'il ne partage pas forcément leurs vues. Dans les faits, **il cherche à occuper la place perdue par Washington en se positionnant comme partenaire de substitution** (en dehors de la Syrie avec laquelle Washington n'entretient "officiellement" aucunes relations). Son problème est qu'il est bien loin de bénéficier des mêmes moyens financiers. Il le sait et ses interlocuteurs aussi !

Soyons clairs, la guerre contre Daech constitue pour lui un bon prétexte pour installer durablement la Russie en Méditerranée. Sur le plan purement militaire, le Kremlin a abandonné le projet de construire une flotte de porte-aéronefs suite à la campagne catastrophique qu'a menée l'amiral Kouznetsov en Méditerranée orientale à la fin 2016 - début 2017. Le président Poutine a fait une grosse colère interrompant les programmes de construction d'autres porte-avions en cours. Il a tranché dans la vieille querelle qui oppose traditionnellement les états-majors sur l'utilité des groupes aéronavals qui permettent de projeter des forces presque partout dans le monde. Encore faut-il en avoir les compétences techniques et surtout, les moyens financiers ! Réaliste, Poutine estime qu'il

est beaucoup plus économique et opérationnel de développer des liens bilatéraux avec des pays « amis » qui autorisent le déploiement de forces russes, voire l'établissement de bases militaires permanentes. Sur le fond, **la Russie n'a pas les moyens de bâtir une force aéronavale crédible et se reporte donc sur une solution intermédiaire qui présente le désavantage de dépendre de tiers : les pays d'accueil.**

C'est dans cette optique que des négociations ont lieu depuis la fin 2016 pour obtenir l'accès à la base aérienne de Sidi Barrani située à proximité de la côte égyptienne et à moins de 100 kilomètres à l'est de la Libye. Ses deux pistes de 3012 m x 40 m et ses multiples abris pour avions pourraient permettre de déployer un contingent russe dans le style de ce qui a été fait en Syrie sur la base de Hmeymim. La rumeur court que des spetsnaz (forces spéciales dépendant majoritairement du GRU, les services de renseignement militaires russes) seraient déjà sur place pour y effectuer les reconnaissances nécessaires au déploiement ultérieur d'avions. Si l'accord politique est conclu, ce n'est plus ensuite qu'une affaire de déroulé bien connu des forces aérospatiales russes qui bénéficient de l'expérience syrienne.

Parallèlement, l'Égypte doit recevoir d'ici la fin de l'année un premier lot de 15 hélicoptères Alligator Ka-52K et en 2018, 31 appareils supplémentaires. Un seul mystère demeure : est ce que le contrat d'origine a été modifié afin d'obtenir la version navalisée "Ka-52K Katran" qui pourrait être embarquée sur les deux porte-avions Mistral achetés à la France suite à l'annulation du contrat avec la Russie. A noter que ces deux bâtiments étaient conçus à l'origine pour accueillir des hélicoptères russes, il y aurait donc une logique technique dans le prolongement de ce contrat.

Sur le plan économique, la Russie doit construire la première centrale nucléaire égyptienne - accordant des prêts avantageux au Caire - et se servir de l'Égypte comme tête de pont commerciale pour distribuer des biens russes au Proche-Orient. Les liaisons aériennes civiles Russie-Égypte sont toujours interrompues suite à l'attentat de 2015 qui a détruit un avion de ligne à Charm-el-Cheikh. Cela pourrait changer dans l'avenir donnant un bol d'air au tourisme égyptien qui souffre de l'absence des visiteurs russes.

Comme toujours, la grande question est : qui paye ? L'Arabie saoudite qui soutient le Caire (avec des hauts et des bas, le maréchal Sissi étant obligé de faire profil bas pour obtenir les crédits qui lui sont indispensables) devrait être mise à contribution. Les négociations en ce sens risquent d'être ardues pour Moscou. C'est d'ailleurs pour cette raison que Poutine ne tient pas à transférer son ambassade à Jérusalem bien qu'au fond de lui, il sait que la capitale réelle de l'Etat hébreu n'est pas Tel-Aviv. Cela dit, **si Riyad ne veut pas financer l'aide russe à l'Égypte, tout est possible. Ce serait assez curieux que les deux premières ambassades transférées à Jérusalem soient celle des États-Unis et de Russie !** Cependant, ce scénario reste très peu probable à court ou moyen terme.

Dans un tel scénario, quels pourraient être les réactions américaines et européennes à une intervention russe en Libye ?

Tout d'abord, **il n'est pas question pour l'instant d'une intervention militaire russe en Libye** alors que les Américains y mènent régulièrement des raids aériens dirigés contre Daech et Al-Qaida « canal historique ». Il semble que Moscou va d'abord soutenir le Caire dans son combat contre les islamistes radicaux, mais vraisemblablement à une échelle moindre de ce qui s'est passé en Syrie.

A noter que si Poutine a annoncé le retrait de forces russes de ce dernier pays, cette déclaration est à prendre avec précautions car ce n'est pas la première fois qu'une telle annonce est faite sans que l'on ait constaté une diminution des opérations militaires russes. Il s'agissait plutôt de relèves d'unités et d'évolution de la stratégie collant le plus possible à la réalité de la situation. Les Russes savent se montrer pragmatiques. En Égypte, dans un premier temps, il pourrait s'agir de participer à la sécurisation de la frontière libyenne et de l'Ouest du pays.

Par contre, il est exact que le Kremlin soutient le maréchal Khalifa Haftar au détriment du président Fayez al-Sarraj considéré comme un homme de paille imposé par l'Occident - et surtout par les États-Unis -. La réalité du terrain laisse à penser que l'avenir de la Libye passera par cet officier à moins qu'il ne connaisse une fin prématurée. Il a beaucoup d'ennemis qui ne rêvent que de le transformer en chaleur et lumière...

Après le cas de la Syrie, que peut révéler l'éventualité libyenne de la stratégie d'influence à long terme de Moscou ?

La vision de Moscou, au-delà de l'accès aux mers chaudes évoqué précédemment, est d'étendre son influence à l'ensemble de la Méditerranée en installant des bases lui permettant d'assurer une présence permanente dans cette partie du monde. Le prochain objectif serait d'avoir accès au port en eaux profondes de Tobrouk actuellement contrôlé par les hommes du maréchal Haftar (d'où l'intérêt pour Moscou de le soutenir). Une fois que cela sera acté, Moscou lorgne sur une ouverture vers l'Océan atlantique en essayant de s'appuyer sur le Maroc mais nous sommes là dans des prévisions à long terme.